



la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le
Mardi
Jeudi
Samedi

La grève des métallos étranglée ; les 40 heures torpillées

La trahison des dirigeants ouvriers Voilà la "force" de Daladier

Pour augmenter votre force et préparer un nouveau Juin 1936

Ralliement autour du Parti Communiste Internationaliste !

Avec nous, bâtissez le parti révolutionnaire du prolétariat



Les premiers actes du gouvernement Daladier rassurent la bourgeoisie. La grève des métallos parisiens a été tronçonnée, ce qui permet d'effectuer plus aisément son étranglement.

Première opération : les usines nationalisées de l'aviation, pour 15 sous de plus de l'heure qui auraient été accordés à bref délai même sans grève, rentrent avec les 45 HEURES. Deuxième opération : les usines d'aviation non nationalisées rentrent aux mêmes conditions. L'étranglement étant commencé, troisième opération, le Ministre du Travail établit, par lettre du 14 avril, les dispositions suivantes :

- 1) Les usines seront immédiatement évacuées ;
- 2) Le travail sera repris mardi matin 19 avril par tout le personnel (ouvriers, employés, techniciens), sauf impossibilités techniques justifiées ;
- 3) Le Ministre du Travail convoquera samedi 16 avril les délégations patronale et ouvrière à une réunion qu'il présidera pour examiner la question de la convention collective dans le but de la régler avant la fin d'avril ;
- 6) Les salaires acquis au moment de la cessation du travail seront payés aussitôt que possible APRES L'EVACUATION DES USINES.

Enfin, quatrième opération, pour que les ouvriers soient moins en état de reprendre ultérieurement la lutte, le gouvernement va par décret-loi établir le « statut de la grève », cette fameuse camisole de force.

Très fort, ce gouvernement Daladier ? Très fort, ce gouvernement qui fait payer les ouvriers en heures de travail et obtiendra un prêt des riches ?

Sa « force », il est facile de voir où elle se trouve. Il n'a pas la capacité, aujourd'hui, de faire évacuer brutalement les usines métallurgiques ; s'il s'était avisé de cela, la classe ouvrière se serait réveillée, cinglée par un coup de fouet, et elle eût écrasé de sa puissance ce gouvernement « fort » de l'unanimité de la Chambre et du Sénat, de Thorez à Marin et de Cachin à Millerand, mais pas de la confiance et du soutien des travailleurs.

La « force » de Daladier n'est pas dans les mitrailleuses des gardes mobiles, mais dans la politique de trahisons, de capitulations des dirigeants ouvriers, de ces chefs « responsables » qui spéculent sur la confiance acquise dans le passé pour aujourd'hui les bernier, leur mentir, les livrer à leurs exploiters. Qu'on lise dans notre « Communiqué des grévistes » comment les

La Fédération S.F.I.O. de la Seine est dissoute !

LA C.A.P. du Parti Socialiste vient de prononcer la dissolution de la Fédération de la Seine.

Cette décision est consécutive à la sentence récente de la Commission nationale des Conflits frappant d'une suspension de trois ans Marceau Pivert et de deux ans plusieurs membres de la Fédération de la Seine appartenant à la gauche révolutionnaire.

C'est Marx Dormoy, hier encore ministre de l'Intérieur, qui présidait la C.A.P. !

Voici le texte de la résolution, signée Paul Faure :

La Commission Administrative Permanente : Chargée de veiller à l'application de la décision de la Commission Nationale des Conflits suspendant de toutes délégations les membres du Bureau Fédéral de la Seine,

Rappelle qu'aux termes de l'article 56 du règlement du Parti, la décision de la C.N.C. est sans appel et qu'il n'est pas en son pouvoir, ni au pouvoir d'un organisme fédéral quelconque d'en suspendre l'application ou d'en atténuer les effets ;

Constate que le Conseil fédéral de la Seine, en maintenant en fonctions, même provisoirement, les membres du Bureau Fédéral suspendus de toutes délégations par la C.N.C., a mis la Fédération de la Seine en état d'indiscipline manifeste à l'égard du Parti ;

Qu'une telle situation ne saurait être tolérée sans porter gravement atteinte au Parti, à son prestige, à son unité.

Prononce la dissolution de la Fédération de la Seine et charge le secrétariat général du Parti de la reconstituer sur les bases suivantes :

- 1° Engagement pour tout adhérent et pour toute section de la Seine de respecter les décisions du Parti et notamment de la Commission nationale des Conflits ;

(Suite page 5.)

gars de chez Lioré ont été roulés, qu'on regarde comment la presse dite ouvrière étriquée le mouvement et présente une capitulation comme une victoire, qu'on examine l'attitude de Croizat et autres bonzes, qu'on se souvienne que le « statut du travail », la camisole de force, a été revendiqué par Jouhaux et tout le Front populaire, et il apparaît que c'est dans ces trahisons que réside la « force » actuelle de la bourgeoisie.

C'est aussi grâce à ces trahisons que la bourgeoisie parvient à se créer une force autrement réelle, le fascisme, qui s'est manifesté dans un nombre important d'entreprises.

Ils étranglent la grève, ils torpillent les 40 heures. Mais la grève n'est pas morte. Et les 40 heures tiennent encore.

Les travailleurs se refuseront à faire une heure pour la défense nationale, c'est-à-dire du capitalisme français. C'est à la défaite de celui-ci qu'ils sont intéressés.

Pour poursuivre la lutte, pour créer les organismes de lutte des masses, les Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, pour dresser des milices ouvrières contre les bandes fascistes, pour imposer les revendications des travailleurs, pour ne pas être roulés comme après juin 36, la classe ouvrière a besoin d'une organisation de ses éléments révolutionnaires. Métallos trahis, travailleurs soucieux d'arrêter votre classe sur le chemin de la catastrophe, rompez avec les chefs et les organisations traîtres, joignez-vous au Parti Communiste Internationaliste pour créer le nouveau parti de la révolution prolétarienne.

Aujourd'hui : 6 pages

Lire à l'intérieur

Le Bulletin des Grévistes

En raison de la fermeture des imprimeries pendant les vacances de Pâques, le prochain numéro de la « Commune » paraîtra le Jeudi 21 Avril.

Nouvelle inflation aux Etats-Unis

Nous avons à plusieurs reprises, dans les mois précédents, signalé l'approfondissement constant de la crise économique depuis un an aux Etats-Unis. Dans ces dernières semaines, cette crise menaçait d'avoir les plus profondes répercussions politiques. Les soutiens de Roosevelt étaient chancelants, le désarroi s'emparait de Wall Street, les krachs se succédaient et certaines valeurs atteignaient leurs plus bas cours depuis 1932. Par ailleurs, les fermiers menaçaient et les masses ouvrières se radicalisaient. Il faut à ce sujet souligner le développement dans le prolétariat américain de la lutte politique, le renforcement du courant « politique » par rapport au courant « syndicaliste ». Les événements extérieurs provoquaient également bien des controverses entre « interventionnistes » et partisans de l'« isolement américain 100 % » ; la plus grande confusion marquait ces discussions : les impérialistes américains, à quelque classe qu'ils appartiennent, envisageant la question sous l'angle « business » et les masses réagissant sur un plan sentimental, à la fois antifasciste et antiguerrier.

Après bien des hésitations, Roosevelt vient de se décider ; c'est encore une fois vers l'inflation massive qu'il va chercher la solution. L'Etat américain dépensera dans l'année fiscale 1938-1939 près de 300 milliards de francs pour remettre en route la machine économique et financer le réarmement, dont 150 milliards de dépenses nouvelles de secours et 70 milliards de facilités de crédits. Parmi les dépenses nouvelles envisagées, relevons : 30 milliards pour les grands travaux publics, 5 milliards d'aide aux fermiers, 3 milliards pour la jeunesse (loisirs, rééducation, etc.), 1 milliard 1/2 pour des camps de chômeurs, 45 milliards d'avances aux Etats américains pour des travaux divers, 45 milliards d'avance à une caisse d'aide à l'industrie, etc. On se trouve ainsi en face d'un vaste programme inflationniste que la puissance de l'économie américaine pouvait seule permettre d'envisager.

Les conséquences de cette inflation peuvent être considérables ; sur le plan intérieur, il n'est pas douteux que ce coup de fouet engendre un nouveau démarrage avec diminution du chômage (près de 10 millions de chômeurs complets et partiels), amélioration du niveau de vie assez diminué dans ces derniers mois. Cette « prospérité », au lieu de calmer le prolétariat, renforcera au contraire la conscience de ses droits et sa volonté de les défendre. Et cela réserve beaucoup de possibilités lors de l'inévitable rechute qui ne pourra manquer de se produire dans un temps plus ou moins long. Au point de vue extérieur, il faut s'attendre à une accentuation de la lutte pour les marchés mondiaux, l'inflation sera utilisée pour reprendre en mains le marché sud-américain, quelque peu entamé dans ces dernières années de plusieurs côtés (exportations allemandes, japonaises, en progression) et renforcer les positions de l'exportation américaine en Extrême-Orient.

C'est une nouvelle période de l'expansion américaine qu'ouvre le nouveau plan Roosevelt, dont les conséquences peuvent être considérables. Les conditions intérieures (radicalisation des masses) et extérieures (tension internationale, appauvrissement des marchés d'extrême Orient) dans lesquelles cette nouvelle expérience va se développer la rendent particulièrement délicate à réussir et dangereuse en cas d'échec prochain.

La grande expérience doit servir

DEVANT les grands événements d'Espagne, le P.O.U.M. a lancé un appel à la classe ouvrière mondiale... Que veut cet appel ?...

Voici quelques paragraphes qui doivent être forcément commentés...

« Le prolétariat mondial ne doit pas faire preuve de lâcheté dans un tel moment et favoriser par sa désertion la défaite des héroïques combattants espagnols ». Ce ton énergique du P.O.U.M. envers la classe ouvrière mondiale, séparant celle-ci des « héroïques combattants espagnols » est-il le langage du maximalisme, de l'anarchisme, ou simplement un langage petit-bourgeois réactionnaire ?... Un peu de tout...

Dans de telles circonstances, même dans les pays où elle a été vaincue par le fascisme, la classe ouvrière n'a jamais fait preuve de « lâcheté », comme voudrait le faire croire le P.O.U.M.... A l'opposé de l'anarchisme, du centrisme, du réformisme et du stalinisme, la dialectique du marxisme révolutionnaire consiste à comprendre que la lâcheté ne vient pas de la part de la classe ouvrière, qui ne peut pas intervenir lorsqu'il lui manque un parti révolutionnaire pour impulser et diriger sa lutte, comme elle n'a pas pu intervenir en Autriche, etc., ni venir en aide à la classe ouvrière d'Espagne, mais que cette lâcheté est celle des dirigeants de la II^e et de la III^e Internationales et du Bureau de Londres, avec leur politique de trahison qui a démoralisé, disant aux intérêts de la politique de l'impérialisme.

La plus grande lâcheté est de ces dirigeants centristes qui n'ont jamais rien fait contre les traîtres des deux Internationales jaunes, et tout fait pour empêcher la construction des nouveaux partis révolutionnaires, qui est la condition nécessaire pour mettre en mouvement l'action du prolétariat révolutionnaire mondial contre le fascisme et le capitalisme.

Les nouveaux partis révolutionnaires ne peuvent pas être construits en luttant contre le « trotskysme », qui constitue l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire mondial, avec les thèses... du Bureau de Londres, approuvées à la dernière conférence de Paris et contre le bolchevisme-léninisme du programme de la construction de la IV^e Internationale, comme le fait le P.O.U.M. ainsi que tous ses alliés centristes, opposant au programme des B.-L. le verbalisme révolu-

CONTRE la démocratie qui se fascise, tel était le sur-titre de « l'Humanité » le 7 février 1934, c'était au lendemain de la tentative de coup de main réactionnaire, le titre de « l'Humanité » était :

« Paris ouvrier a riposté ! »

a propos des manifestations où quelques groupes de l'A.R.A.C. avaient été entraînés aux côtés des réactionnaires de la Concorde.

Dans un appel commun, P.C. et C.G.T.U. associaient Chiappe à Daladier et concluaient :

Les ouvriers français n'entendent pas subir la dictature de la trique et de la mitrailleuse. Les gouvernants que la C.G.T. et les S.F.I.O. osent nous demander de soutenir vont prendre les pires mesures de violence et de coercition. C'est pourquoi nous lançons aux organisations révolutionnaires de tout le pays un pressant appel.

Contre le fascisme ! Contre la fascisation de l'Etat démocratique ! Contre les manœuvres

tionnaire d'un maximalisme-menchevik écœurant...

Les dirigeants du P.O.U.M. qui portent de lourdes responsabilités dans les événements d'Espagne, qui ont, depuis 1935, signé un pacte avec le front populaire, et qui, pour participer au pouvoir au mois de septembre, ont accepté la dissolution des comités révolutionnaires, s'asseyant à la même table du gouvernement de la république en Catalogne, avec les Companys et les Comorera, etc..., continuent à tromper les ouvriers en leur faisant croire la possibilité d'une victoire militaire contre Franco avec le gouvernement Negrin. Le Poum s'en prend à la lâcheté de la classe ouvrière mondiale... et non aux lâches véritables : les Blum et ses agents Pivert, etc... non seulement lorsqu'ils sont au pouvoir mais aussi lorsqu'ils sont à l'opposition...

Un autre paragraphe dit : « A l'exemple des ouvriers espagnols qui vont au front par douzaines de milliers pour empêcher l'avance du fascisme, votre devoir est de vous dresser contre la bourgeoisie qui a aidé Franco et de dénoncer les dirigeants stalinien et sociaux-démocrates qui ont appuyé cette politique et qui ont lutté contre la révolution socialiste en Espagne ».

Le P.O.U.M. demande à la classe ouvrière de se dresser contre la bourgeoisie et les dirigeants stalinien et réformistes, ce qui est bien... Mais que fait le P.O.U.M. en Espagne ?... Dans le manifeste il y a par-ci, par-là, quelques lamentations contre le gouvernement « contre-révolutionnaire », mais le P.O.U.M., pour ne pas « briser le front de guerre », continue la politique antifasciste et continue à faire croire qu'après deux années de guerre et dans les circonstances actuelles, on peut vaincre Franco sans vaincre Negrin d'abord.

N'a-t-il pas été prouvé que, de même que la bourgeoisie des démocraties franco-anglaise, etc..., la bourgeoisie démocratique de la république du front populaire espagnol des Azana, Giral, Companys, etc..., unie à tous les autres partis du front « antifasciste » ont favorisé Franco, et ce qui est plus, ont écrasé la classe ouvrière dans le sang ?... En Espagne, c'est une situation



Cueilli dans l'

vres traîtresses du parti socialiste et de la C.G.T., il faut passer résolument à l'offensive ! Qu'à la lueur des événements d'hier chacune de nos organisations comprenne la gravité de la situation. Par nos méthodes propres, prolétariennes, agissons et préparons l'action générale. Dans tous les ateliers, chantiers, usines, déposez d'urgence vos revendications, préparez et organisez la grève politique de masse ! De notre action rapide seule peut dépendre le succès des revendications ouvrières, la mise en échec des plans de fascisation et de guerre de la bourgeoisie.

Dès aujourd'hui, préparez-vous à assister en masse aux vastes manifestations de front unique auxquelles nous vous appellerons.

Le même numéro de « l'Humanité » (7 février 1934), cite l'intervention de Thorez à la Chambre :

« La dictature du « jacobin » Daladier, c'est la dictature contre la classe ouvrière. Le Parti communiste est décidé à lutter pour ses droits et il fait appel aux prolétaires pour qu'ils chassent dans la rue les défenseurs de la République des Oustric et des Staviski. »

Toujours « l'Humanité » stigmatise la conduite de Blum :

LE PARTI COMMUNISTE DE PALESTINE PASSE A LA IV^e INTERNATIONALE

UN tract en hébreu annonce le passage de la majorité du P.C. de Palestine à la plateforme des bolcheviks-léninistes. Au même moment, une crise sérieuse secoue, en France, les groupes juifs jusqu'ici fortement stalinien.

La situation politique posera chaque jour pour les minorités révolutionnaires ne voulant pas, avec les stalinien, capituler devant la bourgeoisie, la nécessité de construire un outil de combat, un Parti mondial de la Révolution prolétarienne, dont le programme doit correspondre aux intérêts de classe, à la libération des masses opprimées à travers le monde.

Cette situation nécessite un gros effort des bolcheviks-léninistes sur le plan de l'organisation internationale, sur le plan de l'information mutuelle des noyaux existant dans les différents pays, des discussions communes, de la préparation des bases constitutives de la IV^e Internationale.

Il existe suffisamment de forces éparses à travers les différentes nations pour réaliser cet organisme de liaison, de documentation, cet embryon de direction nécessaire aux luttes à mener, organisme acquérant, sous le contrôle des militants, et par une première sélection, l'autorité qui lui permettra de devenir une direction politique internationale.

Pour créer cet organisme, toutes les conditions sont réalisées, il existe une communauté de programme et de conceptions sur toutes les questions envisagées. Là est l'incontestable supériorité des groupes bolcheviks-léninistes, il existe entre nous un lien commun, une origine commune, les bolcheviks-léninistes ont, dans la plupart des pays, pris racine dans les Partis communistes et assuré leur développement en luttant contre la dégénérescence stalinienne au nom des

principes communistes, malgré les particularités nationales, le stalinisme gardait les mêmes traits, exprimait les mêmes tares.

Il suffit d'énoncer que plus de cinquante groupes nationaux de bolcheviks-léninistes existent à travers le monde (la plupart d'entre-eux s'étant constitués dans les six dernières années) pour qu'il soit incompréhensif qu'en de pareilles conditions il ne puisse exister un organisme central régulièrement désigné.

La seule explication d'une semblable anomalie est donnée par des méthodes criminelles d'organisations qui relèvent du droit de veto.

L. Trotsky ne tolère tout ce qui est organisme politique pouvant prendre ses responsabilités propres que comme un pis aller, « périsse tout organisme international plutôt que de ne pas l'avoir en main ! » Les exemples sont innombrables et ont porté leurs conséquences, c'est, en fin de compte, toujours le même petit cercle qui trafique au sommet, sans liaison, et surtout sans en informer la base des groupes nationaux. Des organismes sont créés sans en avoir discuté de bas en haut, des militants y sont hissés aussi vite que destitués, dans les deux cas parfois sans raison valable.

Si L. Trotsky partageait directement la vie de ces organismes, la puissance de son impulsion se manifesterait sous des formes plus compatibles à la vie des dits organismes, à leur sélection, à leur contrôle, mais son absence crée des conditions bien différentes favorisant la constitution de « cliques ».

Le plus tragique exemple de cette situation fut l'activité des bolcheviks-léninistes en Espagne.

Toutes ces difficultés doivent être exposées à l'ouvrier révolutionnaire qui nous lit, et doit savoir que grande est sa tâche, qu'il faut bâtir la IV^e Internationale !

Il est évidemment plus aisé de déclarer la chose comme faite et d'en tirer gloire. Les camarades du P.O.I. prennent à chaque moment leur désir pour une réalité, ils déclarent la IV^e existante avec autant de facilité qu'ils annonçaient : « la Fédération de la Seine des P.S.F.I.O. accepte le Front unique avec le P.O.I. », préambule d'une lettre du bureau pivertiste, où les fins centristes de la G.R. se promettaient : « d'inviter le P.O.I. à participer à toute manifestation organisée par la Fédération de la Seine, lorsque nous le jugerons nécessaire » ! (sic) (1).

La IV^e Internationale se bâtit peu à peu, pour l'édifier, il faut résolument abandonner les méthodes qui depuis des années ne nous ont pas encore permis d'édifier un minimum stable de coordination internationale.

Les dangers, nous les connaissons aussi bien que les difficultés et aussi les possibilités, nous n'ignorons pas qu'il ne restera rien des centristes du bureau de Londres, mais c'est justement parce que notre cohésion politique existe qu'il faut bâtir un organisme international cohérent.

Comme premier pas, nous réclamons au moins et au plus tôt un Congrès préparatoire pour une IV^e Internationale, préparée à la base des organisations.

(1) A la suite de quoi, la « L.O. » donne un compte rendu écriquant la manifestation de cette Fédération de la Seine, n'y voyant qu'une faible proportion de prolétaires. Il faut dire ses vérités à Pivert et la vérité sur la manifestation : à 8 heures du soir, la proportion des éléments petits bourgeois était forte, mais, à l'heure de la sortie des usines, les prolétaires étaient venus manifester.

La Fédération S. F. I. O. de la Seine est dissoute !

LE POPULAIRE publie une résolution où sont exposés les motifs des sanctions prises contre Marceau Pivert et plusieurs autres dirigeants de la Fédération S.F.I.O. de la Seine. Le Conseil Fédéral, composé des représentants des sections socialistes de la Seine vient hier de maintenir à leur poste les militants suspendus, nous reviendrons sur les attendus du jugement de l'équipe à Dormoy qui liquide la G.R., nous voulons souligner ici combien est dangereuse pour le regroupement révolutionnaire, la conception et les méthodes de lutte adoptées par Marceau Pivert et ses amis.

M. Pivert a brisé, en 1935, une des plus vastes possibilités de regroupement des révolutionnaires en un parti nouveau, M. Pivert a réalisé cette opération, non en approuvant les équipes de la Commission nationale des conflits, qui suspendirent Molinier, puis exclurent la J.S. de la Seine, puis exclurent seize bolcheviks-léninistes.

Marceau Pivert, dans des phrases, exprime sa solidarité mais en faisant observer que les bolcheviks-léninistes avaient favorisé la tâche des gens de la C.A.P. par le ton de leur critique ! Lui, M. Pivert « luttant contre les mêmes choses sur un autre ton », Afin de limiter le départ de la S.F.I.O. de tous les militants solidaires des bolcheviks-léninistes, M. Pivert fonda la Gauche révolutionnaire.

Il n'est pas sans intérêt d'observer qu'à l'époque M. Pivert écrivait à notre camarade Molinier :

« Un conseil encore : du doigté dans la bataille politique au sein des sections... Rien ne sert de huer les « bureaucrates », l'essentiel est d'obtenir leur liquidation par le vote. Mais je crois que mes conseils portent peu... Tant pis ! Cela ne change rien à ma décision de solidarité contre l'iniquité, mais m'oblige à me désolidariser des méthodes regrettables. Se maîtriser et se discipliner est pourtant utile dans la lutte. Tiens-moi au courant néanmoins de tout le travail en cours : il n'est pas en mauvaise voie : tu t'en rendras compte. Bien à toi. — Marceau. »

Sur ce plan, M. Pivert affirmait son accord avec les bonzes, « on peut dire ce que l'on veut, mais il y a le ton... », ainsi, avec cet arbre, on voulait cacher la forêt, avec ces problèmes de

formes, on voulait masquer la lutte de classe qui s'exprimait par l'exclusion des B.-L. Par la création de la G.R., Marceau Pivert collabora à nouveau dans les faits à isoler les bolcheviks-léninistes.

M. Pivert était, à ce moment encore, et malgré les exclusions, partisan d'un travail commun :

« Si nous étions d'accord sur toutes les appréciations et tactiques relatives à la situation, je serais B.-L.... Tu sais que ce n'est pas. Mais je tiens absolument à un travail commun avec les B.-L. Nos forces d'extrême-gauche contre l'union sacrée, pour la préparation de la lutte armée sont bien médiocres. Si nous ne savons pas nous aider mutuellement, nous serons battus en ordre dispersé... »

« Crois-tu que le bloc centre-droite peut résister longtemps à nos coups convergents dans la Seine ? Et pourquoi cesserions-nous nos attaques ? Dans la manière de conduire celles-ci, il y a divergence entre nous : les résultats nous montreront quelles méthodes sont les meilleures. Mais, en tous cas, si j'en crois mes compagnons de lutte les plus fidèles, la pire erreur tactique consisterait à enfourcher le dada de la rupture organique (de la scission !) pour la IV^e Internationale. Cette idée-là, jetée dans le processus actuel de réunification paraît une absurdité à un grand nombre de militants sérieux. Ce n'est pas la peine que je reprenne, à distance, des discussions au cours desquelles, pourtant, j'ai cru dire très clairement ma pensée... Es-tu sûr d'avoir bien fait tout le nécessaire pour éviter les accidents qui t'arrivent ? »

Certes, M. Pivert et ses amis ont « tout fait pour éviter les accidents » qui leur arrivent, en 1935 ils ont favorisé l'exclusion des B.-L. en « brisant les pattes » à la solidarité effective, parlant « d'un front unique, même quand vous serez au dehors du P.C. », ils ont, dès notre exclusion réalisée, brisé tout front unique, puis ce fut la grande expérience du Front populaire où ils se sont jetés jusqu'aux ministères...

Ces dirigeants de la G.R. ont vraiment tout fait pour appartenir au Parti des traitres comme Blum ou de vulgaires assassins d'ouvriers comme Dormoy, mais la lutte de classe bouleverse des convenances, les soutiens avérés du capitalisme

comme Blum et sa clique ne peuvent tolérer une Fédération de la Seine qui naufrage leurs combinaisons ministérielles, beaucoup plus que la présence et l'activité d'ouvriers révolutionnaires que par l'habileté de Pivert à éviter les accidents !

La faillite du pivertisme est complète, trois ans après l'exclusion des B.-L., les mêmes problèmes se posent à nouveau, avec un affaiblissement politique considérable des militants révolutionnaires nourris par la peu substantielle « doctrine G.R. » ! Les cadres de la Fédération sont faibles, l'autonomie dans le passage sur une base politique ferme sera le prélude à un éparpillement.

La cause fondamentale de tout cela c'est que M. Pivert et ses amis sont encore persuadés qu'à Tours les partisans de la III^e Internationale ont eu tort.

Il existait dans la seconde Internationale et en France particulièrement, après la guerre, une tendance contre la III^e Internationale — que celle-ci absorba par la suite — et qui se nommait tendance des « reconstructeurs », c'était en 1919-1920 et c'était une tendance néfaste, mais Pivert et ses amis sont, vingt ans après, « des reconstructeurs » de la II^e !

Leur attachement « aux formes » trouve satisfaction dans ce cauchemar d'une bonne petite II^e Internationale d'avant-guerre ! Et nous sommes déjà au bord du gouffre d'une nouvelle guerre où les trahisons de la II^e et de la III^e se combineront !

Toutes les leçons de 1914, Pivert, sans les assimiler complètement, ne peut que trahir les espoirs qu'il suscite, les principes fondamentaux de la III^e Internationale, s'il n'y adhère — même tardivement — Pivert ne peut qu'embourber les ouvriers qui le suivent, l'adhésion à ces principes implique la condamnation des crimes du stalinisme !

C'est cet ensemble de principes politiques qui constitue le programme de la IV^e Internationale.

Intransigeants quant à leur programme politique, n'ayant pas d'adversaires de tendance, le mépris qui consisterait à les flatter, le P.C.I. aidera la G.R. à faire son expérience.

Communiqués des grévistes

Si la nécessité d'un « Bulletin d'information des grévistes » s'est montrée impérieuse, c'est bien ce qui apparaîtra à chaque prolétaire à la lecture de ce qui s'est produit chez Lioré-Ollivier. Les « responsables » n'ont qu'une crainte, c'est que les ouvriers prennent des contacts entre eux, par-dessus la tête des bonzes traîtres.

Camarades, faites connaître comment chez Lioré et dans l'aviation, la trahison a été opérée par les mensonges et les manœuvres les plus cyni-

ques. La bourgeoisie a gagné une première partie non par sa force, mais par l'appui qu'elle a reçu des dirigeants staliniens et syndicaux. Pas de lassitude ! Pas de découragement ! Ne laissez pas le fascisme tirer profit de cette situation ! Métallos révolutionnaires, joignez-vous aux métallos communistes internationalistes pour continuer la bataille contre le capitalisme.

(15 avril.)

Comment fut brisée la résistance des usines Lioré-Ollivier de Clichy et d'Argenteuil

Ce n'est plus un gréviste qui écrit.

Nous avons fait près de trois jours de grève... pour obtenir les 45 heures !

Si on lit « l'Humanité » ou les autres journaux, on apprend seulement ceci :

« Les ouvriers des Etablissements Lioré-Ollivier, à Argenteuil, sont sortis des usines hier soir (mercredi). Le travail reprendra certainement ce matin. »

Mais pas un ouvrier ne saura ce qui s'est passé et pour cause. Comme « la Commune » en a été avertie par téléphone, mercredi matin, les ouvriers de chez Lioré, à Argenteuil, avaient, à une écrasante majorité repoussé l'accord Jacomet. La majorité stalinienne et stalinisante de la C.E. avait été battue par la base.

Nous avons appris en même temps qu'à « la Lorraine », deux ouvriers avaient été chassés de l'usine comme « provocateurs » ; nous savons qu'on a demandé leur licenciement ; nous avons chargé le Comité de grève de s'informer auprès des gars de « la Lorraine », mais comme ils se sont adressés aux responsables syndicaux, nous ne savons pas du tout exactement de quoi il s'agit, et nous n'avons aucune confiance dans les staliniens.

« RESPONSABLES » ET « IRRESPONSABLES » A CLICHY

A Argenteuil, on nous avait dit le matin : les copains de chez Lioré de Clichy vont reprendre le travail à une heure. Il faut faire attention ; déjà la garde mobile surveille à Clichy. Ceux qui voulaient semer la panique savaient qu'il s'agissait de gardes mobiles envoyés pour empêcher le débrayage à l'usine voisine sur le quai de Clichy, « l'Alsacienne ».

A Clichy, le matin, les « responsables » disent : à Argenteuil, ils doivent reprendre le travail à une heure, on n'a aucune communication officielle. Les copains refusent eux aussi la sentence et les « responsables » disent : on fera une réunion dans l'après-midi. Mais, à midi, pendant que beaucoup de camarades manquent, une réunion est organisée à toute vitesse et les « responsables » font adopter la reprise du travail, bien qu'un ouvrier descendu d'Argenteuil vienne dire, à titre personnel, qu'à Argenteuil on n'a pas repris le travail.

MERCREDI APRES-MIDI A ARGENTEUIL

Nouvelle réunion. Loffel, responsable du syndicat, veut faire avaler le morceau aux ouvriers. Il parle longuement pour lasser les ouvriers : notre syndicat, notre fédération prennent leurs responsabilités, vous ne suivrez pas des « irresponsables »...

Et savez-vous quel exemple il va donner ? : un « irresponsable » est allé voir les ouvriers de l'usine Lioré à Clichy ! Que les « responsables » aient menti tandis que « l'irresponsable » a dit la vérité, cela n'a pas d'importance pour ce bureaucrate qui vit des cotisations ouvrières. Ce n'est pas lui qui aura à augmenter la production.

Le Loffel se fait conspuer. Quelques camarades interviennent, embarrassés toutefois parce qu'ils se voient maintenant isolés.

Pas sûrs du résultat du vote, les « responsables » vont faire appel à un caïd de la Fédération. Seulement il n'est pas là, on dit aux ouvriers : attendez, ils sont en train de discuter, c'est quelque chose une convention collective de vingt-trois pages, chaque virgule compte... Et en avant le pick-up ! On ne peut plus effrontément montrer du mépris pour les ouvriers. Au bout d'une heure arrive Borne. Il recommence la rengaine, mais avec encore plus de cynisme. Les ouvriers demandent le vote. Les « responsables » se dérobent en acceptant un « vote de principe ». A ce moment, il est plus de 7 heures, à mains levées, il y a approximativement moitié pour, moitié contre. Sans plus, les « responsables » disent : « ouvrez les portes ! » et l'évacuation est

ainsi forcée, mieux que ne l'auraient fait les gardes mobiles.

Ouvriers de Lioré d'Argenteuil et de Clichy, qui avez été trompés et trahis, ouvriers de Lioré de Villacoublay qui avez attendu, pour prendre une décision, de connaître, le jeudi matin, la décision des camarades d'Argenteuil, il faut nous unir entre nous « irresponsables » d'une telle trahison, pour chasser les « responsables », pour préparer la revanche, pour ne pas faire les 45 heures. Nous sommes l'usine vers laquelle se tournent beaucoup de copains de l'aviation et de la métallurgie ; il nous faut être à la pointe du combat.

CITROEN

Le Syndicat n'a versé que 20 francs de secours alors que la grève dure depuis 23 jours.

Le Syndicat attend-il, pour verser encore quelques francs, la veille ou le jour de la sentence arbitrale, pour faire passer ainsi sa trahison ?



CHEZ RENAULT

Les cellules communistes de la boîte se préparent à faire cet après-midi un défilé, drapeaux en tête, dans l'île Séguin. Ce défilé sera filmé. Il servira sans doute, en passant dans les salles de cinéma populaire, à faire oublier aux ouvriers qu'ils ont été, une fois de plus, trahis par leurs dirigeants.

La direction a quitté l'usine et a provoqué les travailleurs en coupant la lumière, le gaz, l'eau, le téléphone, en supprimant le service d'incendie.

On se demande s'il y a une C.G.T. de 5 millions d'adhérents avec des électriciens, des employés du gaz, des eaux, des téléphonistes, etc... ?

Les ouvriers peuvent, sans patron, assurer ces services et faire marcher toute la maison.

CHEZ CITROEN LES ASSEMBLEES D'INFORMATION A JAVEL

Les camarades qui lisent la presse de « gauche » s'imaginent certainement que les réunions ayant lieu dans les usines en grève sont vivantes, animées par les interventions des ouvriers. La réalité est un peu différente.

A Javel, les assemblées « d'information » se déroulent chaque jour de la façon suivante :

Le bal — ou le concert — s'interrompt quand paraît le responsable, Beaumont ou un autre. L'orchestre attaque « l'Internationale » qui est reprise au refrain par une partie de l'assistance — poings levés — suivant le rite adopté depuis quelques années.

Puis le délégué informe les 2 ou 3.000 copains présents de l'état du conflit. Il parle des démarches faites dans les ministères.

C'est là « l'action » que les responsables staliniens du syndicat des métaux ont substitué à la lutte de classes. Naturellement, dans cette « information », il n'est pas question des combinaisons au moyen desquelles le syndicat torpille le mouvement des métallos.

Ensuite, l'orateur chauffe l'assistance en attaquant « les responsables de la prolongation du conflit », le patronat.

Cette attaque « en paroles » permet de se couvrir devant les prolos et de les mieux trahir « dans les actes ».

Enfin, le ténor pousse le couplet rituel sur la

discipline et invite les grévistes à n'accepter que les mots d'ordre émanant du Syndicat des Métaux et à se méfier des « éléments louches », des « provocateurs » qui cherchent à entraîner la classe ouvrière dans « les aventures ». (Ça, c'est pour les « trotskystes » et les « pivertistes ».)

Puis, comme il n'est pas question de donner la parole à ceux qui le désireraient, le responsable se retire et le bal reprend.

AUX COMPTEURS (Montrouge)

Les fascistes ont voulu se livrer à quelques provocations ; ils ont même tenté d'attaquer le piquet de grève. Quelques pavés les ont rappelés à la raison.

Mais le danger fasciste reste grand, si la grève va être torpillée — comme la politique de la direction syndicale y aboutit.

A SAINT-CHAMOND-GRANAT (Courbevoie)

Les travailleurs n'ont pas voulu faire grève. Ils disaient : que la C.G.T. prenne ses responsabilités et nous irons de l'avant ; si personne ne prend ses responsabilités, nous ne marchons pas.

Malheureusement, les fascistes profitent d'une telle situation. Un tract d'oriotiste a pu être librement distribué. Il faut chasser les fascistes et il faut en même temps chasser de la classe ouvrière la politique de collaboration de classes qui aboutit à un tel désarroi parmi les travailleurs.

ELECTROLUX (Courbevoie)

La grève se poursuit avec entrain. Les manœuvres des fascistes n'ont eu aucun effet jusqu'à présent ; mais il serait dangereux de ne pas y veiller.

Il faut comprendre que la façon dont la grève est menée aux sommets, l'éparpillement est dangereux pour les grandes boîtes aussi bien que pour les petites comme la nôtre.

CHEZ PANHARD

On veut préparer les gars au vote secret. Mais il y a du tirage, les ouvriers ne veulent pas être possédés par ce moyen.

A LA THOMSON-FAVORITES

La grève continue, mais les ouvriers ne connaissent pas ce qui se passe dans les autres usines ; les gars se demandent : que font les copains dans l'aviation ? Reprennent-ils ?

Le manque d'information dû à la nonchalance de la direction syndicale, qui juge plus utile de laisser les prolos dans l'ignorance du mouvement de grève. Ça fait croître parmi les gars un sentiment d'incertitude qui est préjudiciable à la bonne marche de la grève.

Enfin les techniciens ont refusé de se solidariser avec les grévistes par 410 voix contre 148. Jeudi matin, les ouvriers en lutte empêchèrent les techniciens de se rendre au boulot.

D'autre part, une forte minorité de monteurs travaille à Chardon-Lagache.

L'existence de nombreux jaunes et la passivité de l'organisation syndicale présente un danger, elles donnent prise à l'activité fasciste.

Les prolos sauront, par leur combativité, écraser la jaunisse.

Nous nous excusons auprès de nos correspondants des usines :

CITROEN-EPINETTES, LATIL (Suresnes), ALSTHOM-LECOURBE, leurs communiqués nous étant parvenus trop tard pour être insérés dans ce numéro.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures
36, rue du Château-d'Eau, 36

PENDANT la grève, nous publierons à cette place les communiqués que nous adressent les grévistes. En l'absence de démocratie ouvrière, cette page doit être un « Bulletin d'information » entre les boîtes. Grévistes, les métallos communistes internationalistes vous demandent d'y correspondre. Et diffusez notre page, affichez-la, demandez-nous des exemplaires pour votre boîte.

PROVOCATION PATRONALE

Récemment, le secrétaire de la Section syndicale des Assurances, Kriégel, était mis à la porte de sa boîte « La Mutualité Industrielle ».

Le prétexte : il s'agissait de fautes professionnelles.

En réalité, c'est la seconde fois qu'un secrétaire de la Section est mis à la porte par des patrons fascistes, pour tâter la combativité des sur-exploités de l'assurance.

Réaction des syndiqués, il faut que cela cesse.

Réaction bien différente des dirigeants, ne gagnons rien, discutons avec les patrons et faisons confiance à l'opportunisme de la « Réunion des Assureurs » dont le représentant est le sinistre Max Hermant.

Néanmoins, les employés, à la dernière réunion d'« Information », manifestèrent leur volonté de lutte.

Il fut donc décidé une manifestation de rue pour réclamer la réintégration.

Et l'on put voir hier, à midi, sans préparation aucune, simplement sur une convocation verbale de bouches à oreilles, de 1.000 à 1.500 employés d'assurances manifester leur colère.

C'est très bien !

Mais, une fois de plus, les bonzes syndicaux réussirent à faire fonctionner la soupape de sûreté en aiguillant la combativité des travailleurs sur une voie de garage.

Que voulez-vous ? C'est la pause !

LYON

Nous recevons, trop tard pour être insérée, une intéressante communication du groupe de Lyon sur les agissements fascistes à P.O.T.L.

particulière... Ce que Blum, Cachin, etc..., ne peuvent pas faire, le P.O.U.M. peut le faire avec la bourgeoisie démocratique.

Comme l'ont indiqué nos camarades du « Soviet » de Barcelone, il faut abattre d'abord Negrin, constituer un gouvernement Ouvrier-Paysan sur la base des nouveaux organes du pouvoir prolétarien : les comités des ouvriers, des paysans et des soldats, pour construire une armée révolutionnaire, au front populaire opposer un front de classe, une alliance ouvrière révolutionnaire, regrouper l'avant-garde du prolétariat.

La tâche principale des B.-L. en Espagne est de dissocier le courant révolutionnaire de la politique centriste du P.O.U.M., en action avec tous les ouvriers révolutionnaires, anarchistes, socialistes, etc... pour construire non le P.O.U.M. de la IV^e Internationale, mais le parti sans attaches sous le drapeau triomphant de la révolution prolétarienne.

C'est la seule voie juste pour construire les nouveaux partis de la révolution, pour ne pas se faire complices des défaites de la classe ouvrière, en favorisant la contre-révolution démocratique et fasciste du front populaire, comme le fait le P.O.U.M.

50.000 francs

C'est ce qu'il nous faut pour que, CHAQUE JOUR, « la bête trotskyste » fasse pénétrer ses mots d'ordre, son programme d'action.

Lutter aujourd'hui aux côtés des métallos en grève.

Défendre par sa presse, journallement, les masses travailleuses contre leurs exploiters, et leurs valets, les bonzes syndicaux, réformistes et stalinien ; écraser la vermine fasciste, face à toute la presse qui ment et trompe les ouvriers pour mieux les trahir.

Il faut que demain notre journal soit quotidien !

A tous nous lançons cet appel.

A tous nous demandons de nous aider, il faut que tous, militants, sympathisants, ouvriers révolutionnaires, achètent nos bons de soutien que nous avons créés pour la « Commune » quotidienne.

Le prix du bon est de 0 fr. 50.

Le carnet est de 20 bons au prix de 10 francs.

Chaque bon porte un numéro qui donne droit de participer à une répartition permanente de lots multiples : livres, brochures, etc...

La première répartition aura lieu le 21 avril. Lire « la Commune » du vendredi 22.

Pour le quotidien ! Pour le nouveau Parti révolutionnaire : la IV^e Internationale !

EXEMPLE A SUIVRE

Le meilleur moyen de faire connaître nos buts, c'est de diffuser le journal, et ainsi que nous l'avons déjà écrit, quelques camarades de province s'y emploient activement. Malheureusement, trop peu à ce jour, mais il est bon de faire connaître à nos lecteurs leur travail de pénétration, c'est pourquoi nous donnons un extrait d'une de nos lettres :

« Quant à moi, je t'envoie le règlement des « Communes » que j'ai reçues jusqu'au numéro 105 inclus, déduction faite de quelques invendus que j'ai distribués à des sympathisants.

« Je regrette de ne pouvoir servir mieux que je ne l'ai fait la cause révolutionnaire, peut-être que plus tard cela me sera possible. Comptez sur moi toujours avec vous, ma foi en la révolution n'étant pas éteinte, bien au contraire. »

G. Gironde.

NOTRE SOUSCRIPTION

Oub., 5 fr. — Cher 12^e, 5 fr. — 12^e cellule, 20 francs. — Ribot, 19^e, 10 fr. — P., 19^e, 10 fr. — Argenteuil, 30 fr. — Emile, 13^e, 20 fr. — Une jeune, 12 fr. 50. — Deux sympa, 4 fr. 25. — L., Puteau, soutien, 200 fr. — Oul., 5 fr. — Marc, 5 fr. — Her, 20 fr. — Brffil employé, 5 fr. — Des Deux-Sèvres, 40 fr. — Oul., 5 fr. — Gab., 39 fr. — C., Marseille, 25 fr. — J., Lot-et-Garonne, 100 fr. — Charente-Inférieure, Ar., 25 fr. — C., Puteaux, 30 fr. — Br., employé, 5 fr. — 14^e, 22 fr. — Afrique du Nord, 6 fr. — Chau, Marseille, 9 fr. — Ardennes, Mar., 9 fr. — Liste 708, par un Jeune : Pich, 3 fr.; Leg, 1 fr.; B., 1 fr.; Roger, 0 fr. 80 ; Paul, 3 fr.; un concierge, 2 fr.; Rad., 1 fr.; Contre l'union sacrée, 2 fr.; Raymond, 10 fr.; Jacques, 2 fr. — Total de la liste : 25 fr. 80. — 14^e Groupe, 38 fr. — Pour le soutien, Vitry L., 44 fr. — Phalange 14^e, 15 fr. — C. Puteaux, 30 fr. — Total : 819 fr. 55.

Assemblée générale de la région parisienne le vendredi 29 avril, à 20 h. 30, salle des « Deux-Hémisphères ».

Réunion du Comité Central le vendredi 22 avril à 20 h. 30.

Le lieu sera indiqué par convocations individuelles.

programme d'action stalinien de 1934 et la politique trouble des mêmes stalinien.

Voici un placard de « l'Humanité » du 7 février 1934 :

Continuez l'action pour :

1. Arrestation immédiate de Chiappe ; suppression de la préfecture de police, de la police politique et de la garde mobile ;

2. Dissolution des ligues fascistes ;

3. Remboursement aux assurés sociaux des sommes escroquées ; soutien et élargissement des luttes grévistes ;

4. Assurance-chômage, défense des salaires et traitements ;

5. Contre la presse fasciste, diffusion de masse de « l'Humanité » et de la presse révolutionnaire ;

6. Vote de la représentation proportionnelle et dissolution de la Chambre.

7. A bas le gouvernement Daladier-Frot-Patenôtre soutenu par le parti socialiste.

8. Vive le gouvernement Ouvrier et Paysan !

Chez les Paysans

Du village aux usines

Nos camarades ouvriers agricoles, métayers et paysans pauvres ont dû suivre avec attention non seulement les différentes phases de l'agitation politique de ces jours derniers, mais aussi la lutte des métallos.

Qu'on ne dise pas que cela n'intéresse pas les paysans. Laissez un tel langage aux dirigeants bourgeois, stalinien ou réformistes de l'U.J.A.F., de la C.G.P.T. ou des organisations agrariennes.

Le poids d'une situation économique catastrophique et des nouvelles charges fiscales, qui les supportera, sinon, aussi, le paysan ?

Et les charges nouvelles pour la défense nationale, la mobilisation intégrale, épargneront-elles les paysans ? Evidemment non !

Que nos camarades enfin n'oublient pas que si le prolétariat agricole a pu obtenir quelques mesures, c'est parce que les prolétaires avaient, en juin 1936, occupé les usines.

Les stalinien, les réformistes, les radicaux, en torpillant la grève et les 40 heures, ont, par cela même, renforcé la position de classe des agrariens contre le prolétariat agricole.

Quant aux paysans pauvres et aux métayers, ils peuvent bien penser que les fameuses lois dont on leur promet régulièrement le vote prochain sont, cette fois, bel et bien ajournées à un avenir lointain.

Non ! cependant... car la liaison avec les travailleurs de l'usine et la coordination de nos luttes permettraient à la classe ouvrière et paysanne de reprendre l'offensive et de faire, cette fois, mieux qu'en juin 1936...

Pour l'instant, la tâche urgente est de se regrouper entre ouvriers agricoles et paysans révolutionnaires.

Il en reste en France ! Efforçons-nous de nous connaître et d'organiser notre action. Même si nous ne devons pas être très nombreux pour commencer, réalisons déjà cette avant-garde du mouvement paysan qui, voici sept ans, avait pris la tête des métayers landais, des fermiers pauvres de Bretagne, des prolétaires agricoles de toute la France.

Aux côtés de l'avant-garde prolétarienne, n'apportons pas des bonnes volontés dispersées et incohérentes, mais tout de suite un embryon d'organisation, un commencement de travail d'équipe, sur la base d'un programme de classe.

(Suite de la page 1)

2^e Chaque section reconstituée devra faire parvenir au bureau fédéral provisoire agréé par le secrétariat général une déclaration de fidélité au Parti ;

3^e Tous les membres de la Fédération de la Seine qui refuseront de souscrire à ces engagements seront considérés comme s'étant mis hors du Parti.

La C.A.P. fait appel aux militants des sections de la Seine pour qu'ils demeurent fidèles au Parti socialiste (S.F.I.O.) auquel ils ont donné leur confiance absolue lorsqu'ils lui ont apporté leur adhésion raisonnée.

Elle leur rappelle que c'est seulement par l'intermédiaire des sections demeurées fidèles au Parti et reconnues par la C.A.P. qu'ils pourront continuer à recevoir leurs cartes, leurs feuilles et timbres de cotisations, condition de leur affiliation au Parti socialiste (S.F.I.O.).

La Fédération S.F.I.O. de la Seine a — provisoirement — refusé de s'incliner et occupe ses locaux de la rue Meslay, contraignant Paul Faure à déplacer le siège de ses « loyalistes ».

Nous donnons ci-contre le commentaire politique de ces faits.

Mais la délimitation politique plus que jamais nécessaire entre les organisations se réclamant de l'avant-garde révolutionnaire ne nous met que plus à l'aise pour ouvrir aux militants révolutionnaires actuellement dépourvus de tribune, les colonnes de notre « Commune » tri-hebdomadaire.

Et de coordonner avec eux toutes les manifestations de classe à la lumière desquelles s'effectueront les regroupements solides et les sélections.

Humanité 1934



« Blum, au nom du parti socialiste, veut affirmer sa confiance dans le gouvernement et il assure que son parti, s'il le faut, mènera la bataille à la place du gouvernement, contre les bandes fascistes. Ainsi le chef S.F.I.O. veut que les ouvriers se rangent aux côtés de la démocratie bourgeoise et du gouvernement de gauche. »

Nous, c'est contre le gouvernement et contre les fascistes que nous appelons les travailleurs en lutte. »

Toujours « l'Humanité » du 7-2-34, met en garde contre les combinaisons dictatoriales que le taureau châtré de Camargue a toujours tramé :

« L'Etat de Siège... A minuit 30, le bruit court — et il semble fondé — que Daladier va décréter l'état de siège, et médite de former une sorte de pouvoir dictatorial avec un certain nombre de généraux. »

Le travailleur qui relit ces lignes, tout en faisant la part des fautes pseudo-gauchistes de « l'Humanité » à l'époque, comprendra combien le tournant est accusé entre le pro-

Avec les jeunes exploités

Jeune travailleur, lutte avec nous

NOUS VOULONS :

A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL ;
ELIGIBILITE DES DELEGUES A PARTIR DE DIX-HUIT ANS ;
DROIT DE VOTE AUX APPRENTIS ET PARTICIPATION ACTIVE DES JEUNES AUX GREVES ;
REPRESENTATION DES JEUNES AUX COMITES DE GREVE ;
CONTROLE DE L'APPRENTISSAGE PAR DES DELEGUES OUVRIERS ;
CREATION D'ECOLES D'APPRENTISSAGE AUX FRAIS DES PATRONS ET DE L'ETAT ;
SALAIRES D'APPRENTISSAGE ET SUPPRESSION DES CORVEES IMPOSEES AUX JEUNES TRAVAILLEURS ;
ALLOCATION DE CHOMAGE POUR LES JEUNES EGALE A CELLE DES ADULTES ;
ABROGATION DES DEUX ANS, PAS D'HEURES SUPPLEMENTAIRES POUR LA DEFENSE NATIONALE ;
LIAISON PERMANENTE DE NOS LUTTES REVENDICATIVES A CELLES DES TRAVAILLEURS ADULTES.

LES JEUNES A L'USINE L'APPRENTISSAGE

Dès 13 ou 14 ans, le jeune prolo doit prendre le chemin de l'usine ; il sera employé à des travaux subalternes (corpées, balayage...), il perdra plusieurs années, touchant un salaire misérable, sans apprendre de façon sérieuse un métier ; inexpérimenté, il sera souvent victime d'accidents.

L'apprentissage est une question primordiale pour la jeunesse ouvrière. Pour qui n'a pas d'argent (ce qui est le cas pour la jeunesse ouvrière), les chances d'apprendre à travailler sont réduites. L'Etat bourgeois, pour former la main-d'œuvre nécessaire à sa production a formé des écoles professionnelles à Paris, sous le contrôle municipal. L'inscription est gratuite, mais seuls peuvent en profiter ceux dont les parents peuvent subvenir à leurs besoins. Dans les familles ouvrières, les jeunes doivent rapporter les payes le plus tôt possible, donc pas d'école, l'apprentissage se fera directement dans la tôle.

Beaucoup resteront ainsi des manœuvres faisant un travail éreintant, soumis au rendement maximum.

Restent les cours du soir, peu nombreux, mal équipés (manque de machines). Il sera tout juste possible d'apprendre les quelques éléments essentiels.

Après la dure journée d'exploitation, les huit heures de tension passées dans l'usine, la majorité des jeunes ne fréquentent pas ces cours.

La loi Astier, accordée en aumône par la bourgeoisie, prévoit l'obligation pour les patrons d'envoyer tous les jeunes de moins de dix-huit ans, quatre heures par semaine — heures payées — à l'école professionnelle. Son application est rarement contrôlée

(une amende de 5 à 15 francs est prévue pour les patrons ne l'appliquant pas — c'est-à-dire souvent inférieure au salaire qu'ils doivent payer). De plus, beaucoup de jeunes de plus de 18 ans ne possèdent pas un métier. La loi bourgeoise ne prévoit rien pour eux.

Les patrons ont cependant besoin de former une certaine catégorie d'ouvriers de cadres, d'éléments de maîtrise. Cette couche privilégiée sera plus tard l'auxiliaire précieux dans la lutte contre les ouvriers. Ecoles professionnelles privées, catholiques et autres, financées par les patrons, parfois reconnues d'utilité publique par l'Etat, se partagent la besogne. Des avantages matériels sont procurés, pour attirer un certain nombre de jeunes prolos. L'enseignement technique est complété par un enseignement moral, endormant l'instinct de classe chez les jeunes. Les bourgeois opèrent ainsi une sélection pour former des jaunes, des briseurs de grèves, des mouchards, futurs adhérents des syndicats professionnels fascistes.

Pouvoir apprendre un métier ! Cette aspiration est au premier plan des revendications des jeunes travailleurs. Mais les jeunes ne doivent pas compter sur la bonne volonté du patron ou les promesses des chefs syndicaux ; ils imposeront leur volonté dans la lutte, liés aux ouvriers adultes, ils travailleront à former le comité d'usine, instrument de combat de tous les prolétaires. Avec les jeunes exploités des usines, la J.C.I. luttera pour la création d'écoles d'apprentissage aux frais des patrons et de l'Etat, sous le contrôle direct des ouvriers, pour le salaire d'apprentissage à tous les jeunes.

Les jeunes contre les 45 heures

Les jeunes, la couche la plus exploitée et la plus brimée de la classe ouvrière, à qui le Front populaire avait promis tant de choses ne savent plus que faire.

Combien sont-ils ceux qui se désintéressent de toute préoccupation revendicative ou révolutionnaire ne songent qu'à s'amuser, danser ou flirter, suivant en cela les conseils d'un ex-journal révolutionnaire des jeunes nommé « l'Avant-Garde » (avant-garde de quoi ?).

Et pourtant la situation n'a jamais été aussi grave.

Dans les boîtes, l'exploitation est souvent égale sinon pire qu'avant juin 1936.

On veut maintenant, sous prétexte de Défense nationale, nous faire avaler les 45 heures dans la plupart des tôles, mais les jeunes ne marcherons pas.

Après les grèves du Nord, pas un centime n'a été accordé aux jeunes, nous n'avons sans doute pas le droit de bouffer comme les adultes ? Mais les deux ans tiennent ferme malgré les promesses du Front populaire de 1936, c'est peut-être même les 3 ans en perspective ! Et maintenant nous devrions encore trimer davantage pour produire les armes de la prochaine guerre ?

Les 45 heures, c'est la guerre ! A bas la guerre et ceux qui la préparent !

Pas une minute de plus pour leur guerre !

A Puteaux

BATISSONS LA JEUNE GARDE ANTIFASCISTE

Après deux violentes batailles de rue contre les fascistes descendus sur Puteaux, la température tend à baisser chez les travailleurs.

Bien entendu, nous n'en sommes pas surpris.

Livrés à eux-mêmes, abandonnés par les grandes organisations ouvrières, les jeunes prolos qui veulent se battre se font sermonner par les staliens et les réformistes — « Pas de provocations », « La démocratie exige que... » — Et le commissaire de police organise la protection de la canaille fasciste sur le boulevard Richar-Wallace qui leur est dévolu comme lieu de provocation.

Aujourd'hui, ils se contentent de crier leurs ordures dans un quartier, demain, devant l'apathie des ouvriers déçus et privés de direction, ils pousseront l'arrogance jusqu'à défilé dans les rues de Puteaux sous la protection de leurs groupes de choc et de la police démocratique. Puis, rapidement, ils passeront à une politique de destruction systématique des locaux ouvriers, des organisations prolétariennes. C'est ça la route du fascisme.

Pendant ce temps, les staliens traitent les J.C.I. d'agents du fascisme. Eux qui protègent ces canailles, eux qui frappent un des nôtres parcequ'il corrige un jeune factieux, eux qui mettent à la porte de leur permanence une délégation de jeunes travailleurs venue leur demander d'intervenir contre les provocateurs fascistes, eux enfin qui, usant de l'autorité qu'ils ont encore sur les ouvriers, les freinent, les appellent au calme et leur demandent de tendre la main à leurs assassins. Ils nous dénoncent comme les agents de ceux qu'ils protègent.

Les réformistes suivent aussi la même politique. « Laissez-les vendre leur journal, ils se découperont avant nous ». Voilà le mot d'ordre pour barrer la route au fascisme ! Et la J.S. à laquelle la J.C.I. a proposé un front unique contre le fascisme nous répond : « Nous ne pouvons pas décider nous-mêmes, c'est le Parti qui décidera ». Mieux vaut tendre sa bouche au baillon réformiste et ses mains aux liens des bureaucrates qui chassent de leur Parti les meilleurs révolutionnaires qui s'y trouvaient encore et qui, par leur répression contre-révolutionnaire, s'affirment les auxiliaires actifs du fascisme.

Les J.E.U.N.E.S. nous répondent : « Nous ne faisons que de la propagande économique, pas d'action de combat, mais bravo pour votre initiative ». Les braves ne font pas peur aux fascistes, pas plus que la pacifique propagande économique des équipes J.E.U.N.E.S. L'heure du regroupement des jeunes forces antifascistes a sonné. Plus de parlottes sur la lutte antifasciste et contre la Défense nationale. C'est le moment de rappeler aux travailleurs que l'ennemi est chez nous en organisant nos groupes de combat, notre Jeune Garde antifasciste, et en nettoyant nos quartiers ouvriers de la vermine qui porte la responsabilité de plus d'un assassinat d'ouvrier et s'appête à écraser notre classe dans le sang.

Dans tous les quartiers ouvriers, organisons notre Jeune Garde antifasciste. Que les jeunes antifascistes de Puteaux se mettent en liaison avec la J.C.I.

VIE DE LA J. C. I.

Notre cellule de Puteaux, aidée du « Cercle Spartacus » a distribué un tract appelant les jeunes travailleurs à s'organiser dans une JEUNE GARDE ANTIFASCISTE. Une grande sympathie se manifeste autour de nous. De nombreux jeunes s'affirment solidaires avec nous dans l'agitation antifasciste que nous menons à Puteaux.

Le « Cercle Spartacus » organisa une petite démonstration de rue avec chants qui laissa les staliens médusés. Le « groupuscule » est le noyau de jeunes révolutionnaires le plus vivant et le plus combatif.

CERCLE SPARTACUS.

Dimanche dernier, Spartakistes et J.C.I. sont allés chez Citroën-Epinettes, chanter et donner quelques chœurs parlés révolutionnaires. Bon accueil des camarades en grève qui ont bien compris ce que nous voulions exprimer en opposition aux chansons à Tino Rossi.

CAMP DE CERNAY

Camp de trois jours. Rendez-vous à 8 h. 30, samedi matin, à la gare Montparnasse.